



**SEANCE DU BUREAU COMMUNAUTAIRE
1^{er} DECEMBRE 2022**

DECISION N° 2022-112-DB

Le premier décembre deux mille vingt-deux à 18 heures, les membres du bureau de la Communauté d'Agglomération se sont réunis à l'amphithéâtre Guiliani au siège de l'agglomération, sur convocation de Monsieur Jackie GOULET, Président de la Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire, Maire de la Ville de Saumur, le 25 novembre deux mille vingt-deux.

Membres présents :

Jackie GOULET, Sylvie PRISSET, Michel PATTEE (de 094 à 096), Nicole MOISY, Frédéric MORTIER, Jérôme HARRAULT, Rodolphe MIRANDE, Grégory PIERRE, Sophie METAYER, Christian RUALT, Guy BERTIN, Sandrine LION Éric MOUSSERION, Éric TOURON, Sophie TUBIANA (de 094 à 099), Thomas GUILMET, Astrid LELIEVRE, Laurent NIVELLE, Béatrice BERTRAND, Pierre-Yves DOUET, Alain BOURDIN, Loïc BIDAULT, Didier ROUSSEAU, Arnel FROGER, Yves BOUCHER, Armelle PONCET, Gilles ROUSSILLAT, Isabelle GRANDHOMME, Gérard POLICE, Jean-Pierre ANTOINE, Guillaume MARTIN, Isabelle ISABELLON, Pierre de BOUTRAY, Alain BOISSONNOT, Christian GALLE, Didier GUILLAUME (de 094 à 109), Fabrice BARDY, Sylvie BEILLARD, Gilles BARDIN, Jean-François MIGLIERINA

Excusé(s) :

Marc BONNIN, Anatole MICHAUD, Jean-Philippe RETIF, Olivier DESCHARD, Sébastien CAILLEAU, Jeannick CANTIN, Jacky MARCHAND, Éric LEFIEVRE, Benoît LEDOUX, Gilles TALLUAU, Pierre-Yves DELAMARE, Jacqueline TARDIVEL

Dont excusé(s) ayant donné pouvoir :

Jacqueline TARDIVEL à Sylvie BEILLARD, Michel PATTE à Jérôme HARRAULT (de 097 à 118), Sophie TUBIANA à Grégory PIERRE (de 100 à 118)

Secrétaire de séance : Eric TOURON

	DB 094 à 096	DB 097 à 099	DB 100 à 109	DB 110 à 118
Effectif statutaire	52	52	52	52
Membres en exercice	52	52	52	52
Quorum	27	27	27	27
Présents	40	39	38	37
Absents - Excusés	12	13	14	15
Pouvoirs	1	2	3	3
Votants	41	41	41	40

AVENANT AU CONTRAT DE COLLABORATION POUR LA REPRISE DES PILES ET ACCUMULATEURS PORTABLES USAGES ET LE SOUTIEN A LA COMMUNICATION – MISE EN PLACE D'UN SOUTIEN FINANCIER A LA COLLECTE - COREPILE

COREPILE est un éco-organisme qui a de nouveau obtenu son agrément par les pouvoirs publics le 16 décembre 2021 pour une durée de trois ans (1^{er} janvier 2022 au 31 décembre 2024) pour la prise en charge de la gestion des déchets de piles et accumulateurs portables usagés.

Ce ré-agrément concerne la révision de la « directive Batterie » à l'échelle européenne qui devrait apporter des modifications et de nouvelles dispositions relatives aux obligations fixées dans le cahier des charges actuel de la filière.

COREPILE propose d'expérimenter la mise en place d'un soutien financier à la collecte aux collectivités locales sous convention avec l'éco-organisme afin d'anticiper les évolutions du cahier des charges. Ce soutien permet de valoriser les efforts de mise en avant de la filière par la collectivité afin d'encourager l'optimisation logistique des demandes de collecte pour un gain environnemental.

Le soutien financier à la collecte proposé par COREPILE est applicable pour tout site :

- Appartenant au périmètre administratif sur lequel la collectivité exerce sa compétence ayant mis en place une collecte séparée ou regroupant une collecte séparée de Piles et Accumulateurs Portables et dont la collecte s'effectue en fût(s) mis à disposition par COREPILE ou par palette(s) (cas des piles de clôtures électriques) ;
- Conforme à la réglementation ICPE ;
- Enregistré en tant que point de collecte sur le portail COREPILE.

Le soutien financier se compose d'une part fixe et d'une part variable décomposées comme suit :

- Part fixe : 60€ par an par point de collecte si au moins une collecte réalisée par an ;
- Part variable :
 - 60€ par an par point de collecte si 2 fûts collectés systématiquement à chaque collecte et un taux de remplissage de l'ensemble des fûts collectés supérieur ou égal à 66 % (200kg par fût)
 - OU
 - 90€ par an par point de collecte si 3 fûts collectés systématiquement à chaque collecte et un taux de remplissage de l'ensemble des fûts collectés supérieur ou égal à 66 % (200kg par fût)
 - ET
 - 20€ par an par point de collecte si une ou plusieurs palettes de piles clôtures électriques collectée(s) systématiquement avec un ou plusieurs fût(s) ou plusieurs palettes de piles de clôtures électriques collectées systématiquement sur l'année. Le taux de remplissage de l'ensemble des fûts et des palettes collectées doit être supérieur ou égal à 66 % (soit 200kg par fût et par palette).

L'avenant prendra effet au 1^{er} janvier 2023 pour une durée qui ne peut excéder le terme de l'agrément de COREPILE, soit au 31 décembre 2024.

Vu les articles L.5211-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales, selon lesquels les dispositions relatives d'une part, au fonctionnement du Conseil Municipal, d'autre part, au Maire et aux adjoints, sont applicables au fonctionnement de l'organe délibérant, ainsi qu'au Président et aux membres de l'organe délibérant des établissements publics de coopération intercommunale ;

Vu l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales aux termes duquel le Président et le bureau peuvent recevoir délégation d'une partie des attributions de l'organe délibérant ;

Vu l'arrêté préfectoral n° DRCL/BSFL/2016-179 en date du 16 décembre 2016 portant fusion de la Communauté d'Agglomération du Saumurois, de la Communauté de communes Loire-Longué et de la Communauté de communes du Gennois avec extension aux communes de Doué-en-Anjou, Les Ulmes, Denezé-sous-Doué, Louresse-Rochemenier ;

Vu l'arrêté préfectoral n° SPSaumur/Interco/2020/01 du 10 janvier 2020 portant mise à jour des statuts de la Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire ;

Vu la délibération n°2020-056-DC du 16 juillet 2020 portant élection du Président ;

Vu la délibération 2020-0124-DC du 30 juillet 2020 votée par le Conseil de Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire, portant délégation au Président d'une partie de ses attributions, complétée par la délibération n°2020-180-DC du 12 novembre 2020 ;

Vu l'article R.543-124 et suivants du Code de l'environnement ;

Vu l'arrêté du 16 décembre 2021 portant ré-agrément d'un éco-organisme de la filière des déchets de piles et accumulateurs portables ;

Vu les statuts de la Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire mentionnant l'exercice par la collectivité de la compétence obligatoire « Collecte et traitement des déchets des ménages et déchets assimilés » ;

Vu l'information donnée au cours de la Commission « Gestion, valorisation des déchets et économie circulaire » du 1^{er} décembre 2022 ;

Considérant les modalités d'application de la responsabilité élargie des producteurs, devant contribuer à la gestion des piles et accumulateurs portables ;

Le Bureau communautaire, après en avoir délibéré, décide :

Accusé de réception en préfecture
049-200071876-20221201-2022-112-DB-DE
Date de télétransmission : 07/12/2022
Date de réception préfecture : 07/12/2022

D'APPROUVER l'avenant au contrat de collaboration pour la reprise des piles et accumulateurs portables usagés et le soutien à la communication avec l'éco-organisme COREPILE ;

- **D'AUTORISER** le Président ou son représentant à signer l'avenant au contrat et tous les documents s'y afférents ;
- **D'AUTORISER** le Président ou son représentant et à prendre toutes dispositions nécessaires à l'exécution de la présente décision.

Le Bureau communautaire approuve la proposition à l'unanimité.

Résultat des votes :

Pour : 40

Contre :

Abstention :

Date d'affichage :

Date de transmission au contrôle de légalité :

Le Président de la Communauté d'Agglomération
Saumur Val de Loire,
Maire de la Ville de Saumur



Jackie GOULET

En vertu de l'article R. 421-1 du Code de Justice Administrative « la juridiction ne peut être saisie que par voie de recours formé contre une décision, et ce, dans les deux mois à partir de la notification ou de la publication de la décision attaquée. Lorsque la requête tend au paiement d'une somme d'argent, elle n'est recevable qu'après l'intervention de la décision prise par l'administration sur une demande préalablement formée devant elle »